

Initiatives ministérielles

J'espère que mon collègue du Parti libéral conviendra avec moi qu'il ne convient pas de se vanter ainsi de ce qu'a reçu l'Ontario quand, en fait, cette province a été si durement frappée par les coups que lui a portés le gouvernement, et quand ses habitants ont été tellement affectés par l'Accord de libre-échange, la TPS, et les réductions budgétaires.

Il conviendra sûrement avec moi qu'il est plutôt déplacé pour un membre du Parti conservateur d'oser suggérer que ces mesures fiscales supplémentaires ont aidé en quelque sorte le secteur manufacturier.

M. Marchi: Monsieur le Président, l'autre élément et l'autre grande variable de cette équation nous attend dans quelques semaines quand nos collègues ontariens proposeront leur budget provincial, parce que la mauvaise politique fédérale a encore été aggravée au palier provincial par un gouvernement qui semble être opposé aux commerce et vouloir adopter en Ontario une législation du travail comportant tant de règlements qu'on n'en trouvera la pareille dans aucun pays, dans aucune province ni dans aucune région du monde. Il s'agit de ne pas aggraver une situation qui est déjà mauvaise.

J'implore le premier ministre de l'Ontario d'apporter une certaine lumière et un certain espoir dans quelques semaines lorsqu'il présentera son budget ontarien. J'aurais aimé pouvoir continuer un peu plus longtemps, mais je respecte le signal de la présidence.

M. George Proud (Hillsborough): Monsieur le Président, en écoutant ce débat, ces derniers instants, mes doutes à propos de ce qu'on a l'intention de faire ici sont plus forts qu'avant que j'arrive ici.

Je prends la parole aujourd'hui en tant que représentant d'une circonscription d'une province qui, par nécessité, reçoit depuis de nombreuses années des paiements de péréquation et de transfert.

Je parle, j'en suis sûr, au nom de tous les habitants de cette province quand je dis que ce n'est pas ce que nous souhaitons, mais qu'il en est ainsi et que nous préférons l'inverse et nous trouver dans une situation financière où nous contribuerions aux paiements de péréquation plutôt que de les recevoir. Malheureusement, du moins dans un proche avenir, il semble que nous resterons dans cette situation. Quant au projet de loi qui concerne cette question, il est d'un grand intérêt pour moi et pour les habitants de ma province.

Toute la question des paiements de transfert et de péréquation concerne notre identité en tant que Canadiens. Dans nos discussions d'une portée considérable sur l'unité nationale, il ne faut surtout pas oublier que notre pays et ses parties constituantes doivent recevoir le même niveau de services de leurs gouvernements. Nous devons nous garder, dans notre ardeur à résorber le déficit, de créer deux ou plusieurs classes de Canadiens.

En tant qu'habitants de notre pays, nous avons tous droit aux mêmes services où que nous résidions. Nous ne devons jamais accepter qu'il en soit autrement. Les habitants de l'Île-du-Prince-Édouard, de la région de l'Atlantique, de l'ouest, du nord et du centre du Canada, tous ont droit au même niveau de services.

Je crois malheureusement qu'il y a eu un certain relâchement ces dernières années. Les provinces de la région d'où je viens font face à des déficits croissants à cause de la réduction des paiements de transfert que leur verse le gouvernement fédéral.

Réunis en janvier, les ministres des Finances ont annoncé une légère augmentation de ces paiements, ce qui a peu fait pour reconforter les provinces qui s'étaient vues arrachées de gros morceaux de leur budget auparavant. J'insiste encore auprès du gouvernement pour qu'il ne lutte pas contre le déficit aux dépens des habitants les plus défavorisés des provinces les moins nanties de notre pays.

La semaine dernière, quand nous étions dans nos circonscriptions, j'ai eu l'occasion de parler à des étudiants du secondaire de l'importance de persévérer. Voici ce que je leur ai dit. Je crois en avoir convaincu quelques-uns qui songeaient à quitter l'école cette année pour se lancer sur le marché du travail, qu'il vaudrait peut-être mieux finir au moins un autre semestre. La question qui revenait le plus souvent était la suivante: «Si nous voulons faire des études postsecondaires, avec quel argent le ferons-nous?»

C'est une question très grave qui se pose d'un bout à l'autre du pays. Moins les provinces reçoivent d'argent pour l'enseignement postsecondaire, plus les étudiants doivent payer des frais de scolarité élevés. Ajoutez à cela la vive concurrence à laquelle ils doivent faire face pour se trouver un emploi d'été illusoire, et cela revient à dire aux étudiants—ce qui ne saurait tarder, je le crains—que quiconque n'appartient pas à la classe favorisée ne peut espérer entrer à l'université.